

Conférence de presse du général de Gaulle tenue à l'Élysée (27 novembre 1967)

Légende: Le 27 novembre 1967, le général de Gaulle tient à l'Élysée une conférence de presse au cours de laquelle il renouvelle et explique son opposition à l'entrée du Royaume-Uni dans le Marché commun européen.

Source: GAULLE, Charles de. Discours et messages. Volume V: Vers le terme (1966-1969). Paris: Plon, 1970. 406 p. ISBN 2-259-00900-X. p. 241-245.

Copyright: (c) Editions Plon

URL:

http://www.cvce.eu/obj/conference_de_presse_du_general_de_gaulle_tenue_a_l_elysee_27_novembre_1967-fr-fe79955c-ef62-4b76-9677-dce44151be53.html



Date de dernière mise à jour: 01/03/2017

Conférence de presse du général de Gaulle tenue à l'Élysée (27 novembre 1967)

[...]

Q. - Je voulais vous demander si, après la dévaluation récente de la livre sterling, vous estimez que l'Angleterre est maintenant plus adaptée à entrer dans le Marché commun qu'il y a six mois, lors de votre dernière conférence de presse.

R. - Depuis qu'il y a des hommes et depuis qu'il y a des États, tout grand projet international est nimbé de mythes séduisants. C'est tout naturel, parce qu'à l'origine de l'action il y a toujours l'inspiration. C'est ainsi pour l'unité de l'Europe. Ah! comme il serait beau, et comme il serait bon, que celle-ci puisse devenir un ensemble fraternel et organisé où chaque peuple trouverait sa prospérité et sa sécurité ! Ainsi en est-il aussi du monde. Qu'il serait merveilleux que disparaissent toutes les différences de race, de langue, d'idéologie, de richesse, toutes les rivalités, qui divisent la terre depuis toujours ! Mais, quoi ! si doux que soient les rêves, les réalités sont là et, suivant qu'on en tient compte ou non, la politique peut être un art assez fécond ou bien une vaine utopie.

C'est ainsi que l'idée de joindre les Îles Britanniques à la Communauté économique formée par six États continentaux soulève partout des vœux qui sont idéalement très justifiés ; mais il s'agit de savoir si et comment cela pourrait être actuellement fait sans déchirer, sans briser, ce qui existe. Or, il se trouve que la Grande-Bretagne, avec une insistance et une hâte vraiment extraordinaires, dont peut-être les derniers événements monétaires éclairent un peu certaines raisons, avait proposé l'ouverture, sans délai, d'une négociation en vue de son entrée dans le Marché commun. En même temps, elle déclarait accepter sans restrictions toutes les dispositions qui régissent la Communauté des Six, ce qui semblait un peu contradictoire avec la demande de négociation, car, pourquoi négocierait-on sur des clauses que l'on aurait d'avance et entièrement acceptées? En fait, on assiste là au cinquième acte d'une pièce au cours de laquelle les comportements très divers de l'Angleterre à l'égard du Marché commun s'étaient succédé sans paraître se ressembler.

Le premier acte avait été le refus de Londres de participer à l'élaboration du Traité de Rome, dont, outre-Manche, on pensait qu'il n'aboutirait à rien. Le deuxième acte manifesta l'hostilité foncière de l'Angleterre à l'égard de la construction européenne, dès que celle-ci parut se dessiner. J'entends encore les sommations qu'à Paris, dès juin 1958, m'adressait mon ami MacMillan, alors Premier ministre, qui comparait le Marché commun au Blocus continental, et qui menaçait de lui déclarer tout au moins la guerre des tarifs. Le troisième acte, ce fut une négociation menée à Bruxelles par M. Heath, pendant un an et demi, négociation destinée à plier la Communauté aux conditions de l'Angleterre et terminée quand la France fit observer à ses partenaires qu'il s'agissait non pas de cela mais précisément de l'inverse. Le quatrième acte, au commencement du gouvernement de M. Wilson, fut marqué par le désintéressement de Londres à l'égard du Marché commun, le maintien autour de la Grande-Bretagne des six autres États européens formant la zone de libre-échange et un grand effort déployé pour resserrer les liens intérieurs du Commonwealth. Enfin, se jouait le cinquième acte pour lequel la Grande-Bretagne posait, cette fois, sa candidature et, afin qu'elle fût adoptée, s'engageait dans la voie de toutes les promesses et de toutes les pressions imaginables.

A vrai dire, cette attitude s'explique aisément. Le peuple anglais discerne sans doute de plus en plus clairement que, dans le grand mouvement qui emporte le monde, devant l'énorme puissance des États-Unis, celle grandissante de l'Union Soviétique, celle renaissante des Continentaux, celle nouvelle de la Chine, et compte tenu des orientations de plus en plus centrifuges qui se font jour dans le Commonwealth, la structure et les habitudes de son activité et même sa personnalité nationale sont désormais en cause. Et, au demeurant, les grandes difficultés économiques, financières, monétaires et sociales avec lesquelles il est aux prises, le lui font sentir, jour après jour. De là, dans ses profondeurs, une tendance à découvrir un cadre, fût-il européen, qui puisse l'aider à sauver, sauvegarder, sa propre substance, qui lui permette de jouer encore un rôle dirigeant et qui l'allège d'une part de son fardeau. Il n'y a rien là qui, en principe, ne soit salutaire pour lui et ne puisse être, à échéance, satisfaisant pour l'Europe.

Mais, à condition que le peuple anglais, comme ceux auxquels il souhaite se joindre, veuille et sache se

contraindre lui-même aux changements fondamentaux qui seraient nécessaires pour qu'il s'établisse par lui-même dans son propre équilibre.

Car, c'est une modification, une transformation, radicales de la Grande-Bretagne qui s'imposent pour qu'elle puisse se joindre aux Continentaux. C'est évident au point de vue politique. Mais, aujourd'hui, pour ne parler que du domaine économique, le rapport, qui a été adressé le 29 septembre par la Commission de Bruxelles aux six gouvernements, démontre avec la plus grande clarté que le Marché commun est incompatible avec l'économie, telle qu'elle est, de l'Angleterre, dont le déficit chronique de sa balance des paiements prouve le déséquilibre permanent, et qui comporte, quant à la production, aux sources d'approvisionnement, à la pratique du crédit, aux conditions du travail, des données que ce pays ne pourrait changer sans modifier sa propre nature. Marché commun incompatible aussi avec la façon dont s'alimentent les Anglais, tant par les produits de leur agriculture subventionnée au plus haut, que par les vivres achetés à bon compte partout dans le monde, et notamment dans le Commonwealth, ce qui exclut que Londres puisse réellement accepter jamais les prélèvements prévus par le règlement financier et qui lui seraient écrasants. Marché commun incompatible encore avec les restrictions apportées par l'Angleterre à la sortie de chez elle des capitaux, lesquels, au contraire, circulent librement chez les Six. Marché commun incompatible, enfin, avec l'état du sterling tel que l'ont mis en lumière, de nouveau, la dévaluation ainsi que les emprunts qui l'ont précédée et qui l'accompagnent ; état du sterling aussi qui, se conjuguant avec le caractère de monnaie internationale qui est celui de la livre, et les énormes créances extérieures qui pèsent sur elle, ne permettrait pas qu'elle fasse partie actuellement de la société solide, solidaire et assurée où sont réunis le franc, le mark, la lire, le franc belge et le florin.

Dans ces conditions, à quoi pourrait aboutir ce qu'on appelle l'entrée de l'Angleterre dans le Marché commun? Et si l'on voulait, malgré tout, l'imposer, ce serait évidemment l'éclatement d'une communauté qui a été bâtie et qui fonctionne suivant des règles qui ne supportent pas une aussi monumentale exception. Elle ne supporterait pas non plus qu'on introduise parmi ses membres principaux un État qui, précisément par sa monnaie, par son économie, par sa politique, ne fait pas partie actuellement de l'Europe telle que nous avons commencé à la bâtir.

Faire entrer l'Angleterre et, par conséquent, engager maintenant une négociation à cet effet, ce serait pour les Six, alors que tout le monde sait de quoi il retourne, donner d'avance leur consentement à tous les artifices, délais et faux-semblants qui tendraient à dissimuler la destruction d'un édifice qui a été bâti au prix de tant de peines et au milieu de tant d'espoirs.

Il est vrai que, tout en reconnaissant l'impossibilité de faire entrer l'Angleterre d'aujourd'hui dans le Marché commun tel qu'il existe, on peut vouloir tout de même sacrifier celui-ci à un accord avec celle-là. Théoriquement, en effet, le système économique qui est actuellement pratiqué par les Six, n'est pas nécessairement le seul que pourrait pratiquer l'Europe. On peut imaginer, par exemple, une zone de libre-échange s'étendant à tout l'Occident de notre continent; on peut imaginer aussi une espèce de traité multilatéral du genre de celui qui sortira du Kennedy Round et réglant entre dix, douze, quinze, États européens, leurs contingents, leurs tarifs réciproques et leurs contingents respectifs. Mais, dans un cas comme dans l'autre, il faudrait d'abord abolir la Communauté et disperser ses institutions; et je dis que cela, la France ne le demande certainement pas. Pourtant, si tel ou tel de ses partenaires, comme après tout c'est leur droit, en faisait la proposition, elle l'examinerait avec les autres signataires du Traité de Rome. Mais, ce qu'elle ne peut faire, c'est entrer actuellement avec les Britanniques et leurs associés dans une négociation qui conduirait à détruire la construction européenne dont elle fait partie.

Et puis, ce ne serait pas là du tout le chemin qui pourrait conduire à ce que l'Europe se construise par elle-même et pour elle-même, de manière à n'être pas sous la dépendance d'un système économique, monétaire, politique, qui lui soit étranger. Pour que l'Europe puisse faire équilibre à l'immense puissance des États-Unis, il lui faut non pas du tout affaiblir, mais au contraire resserrer, les liens et les règles de la Communauté. Certes, ceux qui, comme moi, ont prouvé par leurs actes l'estime, l'attachement, le respect, exceptionnels qu'ils portent à l'Angleterre, souhaitent vivement la voir un jour choisir et accomplir l'immense effort qui la transformerait. Certes, pour lui faciliter les choses, la France est toute disposée à entrer dans quelque arrangement qui, sous le nom d'association, ou sous un autre, favoriserait, dès à présent,

les échanges commerciaux entre les Continentaux d'une part, les Britanniques, les Scandinaves et les Irlandais d'autre part. Certes, ce n'est pas à Paris qu'on ignore l'évolution psychologique qui paraît se dessiner chez nos amis d'outre-Manche ou qu'on méconnaisse le mérite de certaines mesures qu'ils avaient déjà prises et d'autres qu'ils projettent de prendre dans le sens du rétablissement de leur équilibre au-dedans et de leur indépendance au-dehors. Mais, pour que les Iles Britanniques puissent réellement s'amarrer au Continent, c'est encore d'une très vaste et très profonde mutation qu'il s'agit.

Tout dépend donc, non pas du tout d'une négociation qui serait pour les Six une marche à l'abandon sonnant le glas de leur Communauté, mais bien de la volonté et de l'action du grand peuple anglais, qui feraient de lui un des piliers de l'Europe européenne.

[...]